

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1922.

Projet de loi

portant approbation des amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de la Société des Nations adoptés par la deuxième assemblée de la Société dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Pacte de la Société des Nations est incorporé au Traité de Versailles avec lequel il ne fait qu'un et qui a été ratifié par la loi du 13 septembre 1919. Tout changement, toute addition au Pacte doit donc, avant d'entrer en vigueur, être soumis à l'approbation des Chambres.

L'expérience a démontré que certains articles du Pacte appelaient une revision, qui a été votée par la deuxième Assemblée de la Société des Nations au cours de la session tenue à Genève en septembre-octobre 1921. Les amendements adoptés ont trait aux articles 4-6-12-13-15-16- et 26. On trouvera dans le tableau ci-dessous, en regard du texte de chacun de ces articles, les amendements qui s'y rapportent.

Texte des articles

ART. 4. — Le Conseil se compose de représentants des principales Puissances alliées et associées, ainsi que des représentants de quatre autres membres de la Société. Ces quatre membres de la Société sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir. Jusqu'à la première désignation par l'Assemblée, les représentants de la Belgique, du

Amendements votés par la 2^e Assemblée de la Société des Nations.

« L'alinéa suivant sera inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 4 ;

» L'Assemblée fixe, à la majorité des deux tiers, les règles concernant les élections des membres non permanents du Conseil, et en particulier, celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité. »

Brésil, de l'Espagne et de la Grèce sont membres du Conseil.

Avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, le Conseil peut désigner d'autres membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut avec la même approbation, augmenter le nombre des membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.

Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourrait être désigné.

ART. 6. — Le Secrétariat permanent est établi au siège de la Société. Il comprend un secrétaire général, ainsi que les secrétaires et le personnel nécessaires. Le premier secrétaire général est désigné dans l'annexe. Par la suite le secrétaire général sera nommé par le Conseil avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

Les secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général avec l'approbation du Conseil.

Le Secrétaire général de la Société est de droit secrétaire général de l'Assemblée et du Conseil.

Les dépenses du Secrétariat sont supportées par les membres de la Société dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

ART. 6. — Le dernier § de l'article 6, sera remplacé par le § suivant :

Les dépenses de la Société seront supportées par les membres de la Société dans la proportion décidée par l'Assemblée.

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 6 :

« La répartition des dépenses de la Société figurant à l'annexe 3 sera appliquée du 1^{er} janvier 1922, jusqu'à ce qu'une répartition nouvelle adoptée par l'Assemblée soit mise en vigueur ».

La liste suivante sera insérée à l'annexe au Pacte :

Répartition des dépenses de la Société.

États.	Unités à payer.
Afrique du Sud.	15
Albanie.	2
Argentine.	35
Australie.	15
Autriche.	2
Belgique.	15
Bolivie.	5
Brésil.	35
Empire Britannique.	90

Bulgarie.	10
Canada.	35
Chili.	15
Chine.	65
Colombie.	10
Costa-Rica.	2
Cuba.	10
Danemark.	10
Espagne.	35
Esthonie.	5
Finlande.	5
France.	90
Grèce.	10
Guatemala.	2
Haïti.	5
Honduras	2
Inde.	65
Italie.	65
Japon.	65
Lettonie.	5
Libéria.	2
Lithuanie.	5
Luxembourg.	2
Nicaragua.	2
Norvège.	10
Nouvelle-Zélande.	10
Panama.	2
Paraguay.	2
Pays-Bas.	15
Pérou.	10
Perse.	10
Pologne.	15
Portugal.	10
Roumanie.	35
Salvador.	2
État Serbe-Croate-Slovène.	35
Siam.	10
Suède.	15
Suisse.	10
Tchéco-Slovaquie.	35
Uruguay.	10
Vénézuéla.	5

ART. 12. — Tous les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'en-

L'article 12 sera rédigé comme suit :
 « Tous les membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux

raîtier une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil.

Ils conviennent encore qu'en aucun cas, ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois, à dater du jour où il aura été saisi du différend.

Art. 13. — Les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la Cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute

un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à l'arbitrage ou à un *règlement judiciaire*, soit à l'examen du Conseil.

Ils conviennent encore qu'en aucun cas, ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou *judiciaire* ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la décision doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois, à dater du jour où il aura été saisi du différend. »

L'article 13 sera rédigé comme suit :

« Les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale ou *judiciaire* et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral ou *judiciaire*.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale ou *judiciaire*, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait, qui s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution

d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ART. 15. — S'il s'élève entre les membres de la Société, un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

Dans le plus bref délai, les parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend s'il y réussit, il publie dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire reconnaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'es-pèce.

Tout membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des représentants des parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

Dans le cas où le Conseil ne réussit

de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ART. 15 — Le premier alinéa de l'article 15 sera rédigé comme suit :

S'il s'élève entre les membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à un *règlement judiciaire* prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général qui prend toutes les dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants de toute partie au différend, les membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

Si l'une des parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend port-sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des parties : cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil. Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des représentants des membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des représentants des parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses membres autres que les représentants des parties.

ART. 16. — Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes

ART. 16. — La dernière partie du premier alinéa de l'article 16 sera rédigée comme suit :

« Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre les personnes résidant sur leur territoire et celles résidant

relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, membre ou non de la Société.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État en rupture de Pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres membres de la Société représentés au Conseil.

ART. 26. — Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composent le Conseil, et par la majorité de

sur le territoire de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toute communications financières, commerciales ou personnelles entre les personnes résidant sur le territoire de cet État et celles résidant sur le territoire de tout autre État membre ou non de la Société ».

Le second alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Il appartient au Conseil d'émettre un avis sur le point de savoir s'il y a ou non rupture de Pacte. Au cours des délibérations du Conseil sur cette question, il ne sera pas tenu compte du vote des membres accusés d'avoir eu recours à la guerre et des membres contre qui cette guerre est entreprise. »

Le troisième alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Le Conseil doit notifier à tous les membres de la Société la date à laquelle il recommande d'appliquer les mesures de pression économique visées au présent article ».

Le quatrième alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Toutefois, si le Conseil jugeait que, pour certains membres, l'ajournement pour une période déterminée d'une quelconque de ces mesures dût permettre de mieux atteindre l'objet visé par les mesures mentionnées dans le paragraphe précédent, ou fût nécessaire pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qu'elles pourraient leur causer, il aurait le droit de décider cet ajournement. »

ART. 26. — Le premier alinéa de l'article 26 sera remplacé par le texte suivant :

« Les amendements au présent Pacte dont le texte aura été voté par l'Assem-

ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

Tout membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au Pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

blée à la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les membres du Conseil représentés à la réunion, entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composaient le Conseil lors du vote et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée. »

Après le premier alinéa de l'article 26 il sera ajouté un alinéa qui sera rédigé comme suit :

« Si dans les vingt-deux mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réuni, la résolution d'amendement reste sans effet. »

Le deuxième alinéa de l'article 26 sera remplacé par les deux alinéas suivants :

Le Secrétaire général informe les membres de l'entrée en vigueur d'un amendement. Tout membre de la Société qui n'a pas à ce moment ratifié l'amendement est libre de notifier dans l'année au Secrétaire général son refus de l'accepter. Il cesse en ce cas, de faire partie de la Société.

L'article 26 qui est relatif aux amendements au Pacte, a subi une refonte presque complète.

Le premier alinéa a été remanié dans le but d'insérer une règle précise quant aux conditions de vote des amendements qui n'étaient pas réglées par l'ancien article 26. La question qui se posait était de savoir si le vote d'une nouvelle disposition requerrait l'unanimité des membres représentés à l'Assemblée.

A l'appui de cette opinion, certains délégués ont fait valoir que l'article 5 du Pacte, qui pose la règle de l'unanimité, s'applique à tous les cas où il n'y a pas été expressément dérogé. Mais cette interprétation a été écartée, après que l'on eut fait valoir, entr'autres arguments, que l'unanimité n'étant pas exigée pour la ratification des amendements par les différents États, il n'y avait pas lieu non plus de l'exiger pour le vote. Au surplus, si l'on avait admis la règle de l'unanimité, on eût pratiquement rendu presque impossible l'admission d'amendements au Pacte. Comme certains membres estimaient néanmoins la simple majorité insuffisante, on a décidé d'exiger les trois quarts des voix pour le vote des amendements, étant entendu que cette majorité des trois quarts doit comprendre les voix de tous les membres du Conseil de la Société des Nations représentés à l'Assemblée.

Le deuxième alinéa de l'article 26 est entièrement nouveau. Il fixe un délai de vingt-deux mois pour le dépôt du nombre de ratifications requises. Cette disposition a pour but d'éviter que la revision des articles du Pacte ne reste lettre morte si une proposition d'amendement les concernant, votée par l'Assemblée, pouvait demeurer indéfiniment soumise à la ratification des États. Ce délai a été porté à vingt-deux mois pour permettre éventuellement à la deuxième assemblée qui suit celle où un amendement a été voté, de reprendre l'examen de cet amendement qui n'aurait pas réuni le nombre de ratifications voulues.

Le troisième amendement remplace le deuxième alinéa de l'article 26 actuel. Il consacre le droit des membres de se retirer de la Société des Nations dans l'année qui suit la notification qui leur est faite de l'entrée en vigueur d'un amendement qu'ils refusent d'accepter.

Cette stipulation, dont le principe était déjà inscrit dans l'ancien article 26, est une garantie de la souveraineté des États, qui ne peuvent être contraints de se soumettre à des obligations nouvelles qui n'ont pas été ratifiées par leurs autorités constitutionnelles.

L'exercice de ce droit exceptionnel, qui n'est soumis à aucune restriction, ne se confond pas avec le droit qu'a tout membre, en vertu de l'article 1 du Pacte, de se retirer de la Société moyennant préavis de deux ans et après exécution de ses obligations internationales.

*
* *

La deuxième Assemblée de la Société des Nations a voté également une addition à l'article 4 du Pacte, qui détermine la composition du Conseil de la Société des Nations. Aux termes de cet amendement, l'Assemblée fixe à la majorité des deux tiers les règles concernant les élections des membres non permanents du Conseil, et en particulier celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité.

Cette disposition a pour but de mettre fin à l'incertitude et aux controverses relatives au mandat des membres non permanents du Conseil. Elle déroge, comme on le voit, à la règle de l'unanimité inscrite à l'article 5 du Pacte, qui eût pu faire obstacle à l'adoption d'un règlement quelconque. Comme on le sait, la deuxième Assemblée a renouvelé pour un an les mandats conférés à la Belgique, au Brésil, à la Chine et à l'Espagne. En même temps elle a adopté la résolution suivante :

L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la première Commission :

a) Que les membres non permanents du Conseil soient à l'avenir, élus suivant un système de roulement pour une période déterminée et que, cette année, l'Assemblée renouvelle pour l'année 1922, le mandat des membres actuellement en fonctions ;

b) Qu'en l'absence de toute décision au sujet du nombre des membres non permanents du Conseil, il n'y a pas lieu d'arrêter des textes précis, étant entendu que, lors des élections de l'année prochaine, il sera tenu compte tant pour la fixation de la durée totale des fonctions de chaque membre que pour les conditions de rééligibilité, du temps déjà passé en fonctions en vertu des élections précédentes.

*
* *

L'article 6 du Pacte a subi des retouches dans son dernier paragraphe qui met

les dépenses du Secrétariat de la Société des Nations à charge des membres dans la proportion déjà établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Trois amendements ont été votés. Le premier confère à l'Assemblée le droit d'établir la proportion dans laquelle les dépenses seront réparties entre les membres. Les deux autres fixent un mode de répartition provisoire, jusqu'à ce qu'une nouvelle répartition adoptée par l'Assemblée soit mise en vigueur. Ce mode est établi conformément à un tableau inséré à l'annexe au Pacte.

Ces amendements ont été adoptés à la suite de vives critiques qu'ont formulées divers États, et notamment la Belgique, au sujet de la méthode de répartition précédemment admise.

La part de la Belgique, aux termes du barème de l'Union postale Universelle, étant de 15 unités sur un total de 516 unités, s'est élevée en 1921 à 625,000 fr.-or. Aux termes du nouveau barème provisoire, la Belgique étant taxée à 15 unités sur un total de 942 unités, la part contributive du Gouvernement belge, dans les dépenses budgétaires de la Société des Nations pour 1922, serait réduite à 332,388 francs-or.

Toutefois, ce nouveau barème, impliquant un amendement au Pacte, ne pourra entrer en vigueur que si cet amendement est ratifié par tous les membres représentés au Conseil et par la majorité des membres de la Société représentés à l'Assemblée. Son adoption est donc aléatoire. La nouvelle répartition, si elle est adoptée, entrera en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1922.

* * *

Les amendements aux articles 12, 13 et 15 du Pacte sont d'ordre purement technique. Ces divers articles prévoient le recours soit à la procédure d'arbitrage, soit à la médiation du Conseil de la Société des Nations en cas de différend qui s'élève entre membres de la Société.

Il s'agissait de mettre le texte de ces articles en harmonie avec l'institution de la Cour permanente de Justice internationale. De l'avis général des juristes, le recours à cette haute juridiction ne rentre pas dans la procédure d'arbitrage, qui autorise des décisions basées sur la simple équité plutôt que sur les principes de droit. Il constitue, en effet, un véritable « règlement judiciaire » soumis aux normes du droit positif. De là l'adjonction de ces deux mots dans le corps des articles 12-13 et 15.

* * *

Quatre amendements ont été votés à l'article 16 qui est relatif au blocus économique. Le premier en règle l'étendue et les effets d'après un principe territorial énoncé comme suit dans les résolutions adoptées par la deuxième Assemblée de la Société des Nations au sujet de l'arme économique : (13^e résolution.)

« Pour la rupture des relations entre personnes relevant de l'État fautif et personnes relevant des autres membres de la Société, le critère sera la résidence et non pas la nationalité »

Par application de ce principe, on a amendé l'article 16 et donné un caractère territorial à l'interdiction des rapports d'ordre économique et personnel, en édic-

tant la rupture de toutes relations entre personnes *résidant* sur le territoire de l'État contre lequel le blocus est décrété et personnes *résidant* sur le territoire des autres États.

Le deuxième amendement donne au Conseil de la Société des Nations le soin de se prononcer sur le point de savoir s'il y a ou non violation du Pacte entraînant les mesures de pression économique. On veut, de la sorte, prévenir les divergences d'appréciation qui ne manqueraient pas de se produire sur les faits constitutifs de rupture. Sans doute, l'avis donné par le Conseil ne lie pas, du moins théoriquement, les membres de la Société — ceux-ci, en vertu du principe de la souveraineté des États, restant libres de déterminer s'il y a ou non rupture du Pacte. Mais en fait, ils pourraient difficilement méconnaître l'autorité de cet avis, le Conseil devant assurer l'unité des mesures à prendre contre l'État en rupture de Pacte et proposer les sanctions nécessaires.

Le troisième amendement charge le Conseil d'indiquer la date à laquelle il recommande l'application des mesures de blocus. Il est utile, en effet, d'obtenir la simultanéité du déclenchement de ces mesures pour leur faire produire le maximum d'effets, mais rien n'empêche les États d'en poursuivre l'exécution plus tôt, s'ils le jugent opportun.

Le dernier amendement donne au Conseil le droit d'autoriser certains membres de la Société des Nations à retarder l'exécution de l'une ou l'autre mesure se rattachant au blocus, soit afin de mieux assurer l'action commune, soit pour réduire au minimum les risques auxquels ces membres se trouveraient plus particulièrement exposés à raison de leur situation géographique et stratégique.

*
* *

Les divers amendements au Pacte votés par la deuxième Assemblée de la Société des Nations présentent tous un caractère pratique qui milite en faveur de leur admission.

Ceux qui se rapportent à l'article 26 précisent la procédure à suivre en matière de vote et de ratification des amendements, et tracent des règles définies qui ne portent en rien atteinte au principe de la souveraineté des États.

L'amendement à l'article 4 permettra à l'Assemblée de la Société des Nations de déterminer les règles régissant le mandat des membres non permanents du Conseil, et mettra fin aux équivoques et aux incertitudes nées du silence du Pacte à cet égard.

Les amendements à l'article 6 se recommandent d'eux-mêmes à l'approbation du Parlement, puisqu'ils établissent une répartition plus équitable des dépenses de la Société des Nations et se traduiront pratiquement, s'ils sont adoptés, par un allègement de près de 300,000 francs-or de la contribution annuelle de la Belgique.

Enfin, les amendements à l'article 16 spécifient les règles d'application et de sanction du blocus économique.

Le Gouvernement du Roi ne doute pas que les Chambres ne ratifient ces divers amendements qui ont pour effet commun de donner à la fois plus de souplesse et de précision au Pacte de la Société des Nations.

Le Ministre des Affaires étrangères,

HENRI JASPAR.

**Amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte
de la Société des Nations
adoptés par la deuxième Assemblée de la Société.**

ART. 4.

L'alinéa suivant sera inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 4 :
 « L'Assemblée fixe à la majorité de deux tiers, les règles concernant les élections des membres non permanents du Conseil, et en particulier celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité. »

ART. 6.

Le dernier paragraphe de l'article 6 sera remplacé par le paragraphe suivant :

« Les dépenses de la Société seront supportées par les membres de la Société dans la proportion décidée par l'Assemblée. »

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 6 :

« La répartition des dépenses de la Société figurant à l'annexe 3 sera appliquée du 1^{er} janvier 1922, jusqu'à ce qu'une répartition nouvelle adoptée par l'Assemblée soit mise en vigueur. »

La liste suivante sera insérée à l'annexe au Pacte :

III. Répartition des dépenses de la Société.

Etats.	Unités à payer.	Etats.	Unités à payer.
Afrique du Sud.	15	Espagne.	35
Albanie.	2	Esthonie.	5
Argentine.	35	Finlande.	5
Australie.	15	France.	90
Autriche.	2	Grèce.	10
Belgique.	15	Guatémala.	2
Bolivie.	5	Haïti.	5
Brésil.	35	Honduras.	2
Empire Britannique.	90	Inde.	65
Bulgarie.	10	Italie.	65
Canada.	35	Japon.	65
Chili.	15	Lettonie.	5
Chine.	65	Libéria.	2
Colombie.	10	Lithuanie.	5
Costa-Rica.	2	Luxembourg.	2
Cuba.	10	Nicaragua.	2
Danemark.	10	Norvège.	10

Nouvelle-Zélande.	10	Salvador.	2
Panama.	2	État Serbe Croate	
Paraguay.	2	Slovène.	35
Pays-Bas.	15	Siam.	10
Pérou.	10	Suède.	15
Perse.	10	Suisse.	10
Pologne.	15	Tchéco Slovaquie.	35
Portugal.	10	Uruguay.	10
Roumanie.	35	Vénézuéla.	5

ART. 12.

L'article 12 sera rédigé comme suit :

« Tous les membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou judiciaire, ou le rapport du Conseil.

» Dans tous les cas prévus par cet article la décision doit être rendue dans un délai raisonnable, et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend ».

ART. 13.

L'article 13 sera rédigé comme suit :

« Les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale ou judiciaire, et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral ou judiciaire.

» Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale ou judiciaire, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

» La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

» Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet ».

ART. 14.

Le premier alinéa de l'article 14 sera rédigé comme suit :

« S'il s'élève entre les membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture, et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à

un règlement judiciaire prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complet ».

ART. 16.

La dernière partie du premier alinéa de l'article 16 sera rédigée comme suit :

« Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre les personnes résidant sur leur territoire et celles résidant sur le territoire de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les personnes résidant sur le territoire de cet État et celles résidant sur le territoire de tout autre État membre ou non de la Société. »

Le second alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Il appartient au Conseil d'émettre un avis sur le point de savoir s'il y a ou non rupture de Pacte. Au cours des délibérations du Conseil sur cette question, il ne sera pas tenu compte du vote des membres accusés d'avoir eu recours à la guerre et des membres contre qui cette guerre est entreprise. »

Le troisième alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Le Conseil doit notifier à tous les membres de la Société la date à laquelle il recommande d'appliquer les mesures de pression économique visées au présent article. »

Le quatrième alinéa de l'article 16 sera rédigé comme suit :

« Toutefois, si le Conseil jugeait que, pour certains membres, l'ajournement, pour une période déterminée, d'une quelconque de ces mesures, dût permettre de mieux atteindre l'objet visé par les mesures mentionnées dans le paragraphe précédent, ou fût nécessaire pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qu'elles pourraient leur causer, il aurait le droit de décider cet ajournement. »

ART. 26.

Le premier alinéa de l'article 26 sera remplacé par le texte suivant :

« Les amendements au présent Pacte dont le texte aura été voté par l'Assemblée à la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les membres du Conseil représentés à la réunion, entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composaient le Conseil lors du vote, et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée. »

Après le premier alinéa de l'article 26 il sera ajouté un alinéa qui sera rédigé comme suit :

« Si dans les vingt-deux mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réuni, la résolution d'amendement reste sans effet. »

Le deuxième alinéa de l'article 26 sera remplacé par les deux alinéas suivants :

« Le secrétaire général informe les membres de l'entrée en vigueur d'un amendement.

« Tout membre de la Société qui n'a pas à ce moment ratifié l'amendement est libre de notifier dans l'année au secrétaire général son refus de l'accepter. Il cesse en ce cas de faire partie de la Société. »

(ANNEXE AU N° 139.)

(BIJLAGE VAN N° 139.)

PROJET DE LOI

portant approbation des amendements
aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et
26 du Pacte de la Société des
Nations adoptés par la deuxième
Assemblée de la Société dans ses
des séances 3, 4 et 5 octobre 1921.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Affaires Étrangères :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter en
Notre nom aux Chambres législa-
tives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les amendements aux articles 4,
6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de
la Société des Nations adoptés par
la deuxième Assemblée de la So-
ciété dans ses séances des 3, 4 et
5 octobre 1921, sont approuvés.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1922.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der aan artikels 4, 6,
12, 13, 15, 16 en 26 van het Pact
van den Volkenbond toegebrachte
wijzigingen welke door de tweede
Vergadering van den Bond in hare
zittingen van 3, 4 en 5 October 1921,
aangenomen werden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken :

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken wordt gelast in Onzen naam
aan de Wetgevende Kamers het
wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

De aan artikels 4, 6, 12, 13, 15, 16
en 26 van het Pact van den Vol-
kenbond toegebrachte wijzigingen
welke door de tweede Vergadering
van den Bond in hare zittingen van
3, 4 en 5 October 1921 aangenomen
werden, worden goedgekeurd.

Gegeven te Brussel, den 3ⁿ Maart
1922.

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der aan artikels 4, 6, 12, 13, 15, 16 en 26 van het Pact van den Volkenbond toegebrachte wijzigingen welke door de tweede Vergadering van den Bond in hare zittingen van 3, 4 en 5 October 1921, aangenomen worden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Pact van den Volkenbond is opgenomen in het Verdrag van Versailles, waarmede het een geheel uitmaakt en dat bekrachtigd werd door de wet van 15 September 1919. Elke verandering, elke toevoeging aan het Pact moet dus, alvorens in werking te treden, aan de goedkeuring der Kamers worden onderworpen.

De ondervinding heeft bewezen, dat zekere artikelen van het Pact herzien moesten worden; deze herziening werd door de tweede Vergadering van den Volkenbond aangenomen in den loop der zitting, gehouden te Genève in September-October 1921. De aangenomen wijzigingen hebben betrekking op artikelen 4, 6, 12, 13, 15, 16 en 26. Men zal in de hieronderstaande tabel, tegenover den tekst van elk dezer artikelen, de wijzigingen vinden die er betrekking op hebben.

Tekst der artikelen.

ART. 4. — De Raad bestaat uit Vertegenwoordigers der Voornaamste verbonden en geassocieerde Mogendheden alsmede uit Vertegenwoordigers van vier andere Leden van den Bond. Deze vier Leden van den Bond worden door de Vergadering verkozen volgens haar goeddunken en op tijdstippen naar haar vrije keus. In afwachting van de

Wijzigingen aangenomen door de 2^{de} Vergadering van den Volkenbond.

Het volgende lid zal tusschen het tweede en het derde lid van artikel 4 ingelascht worden :

« De Vergadering stelt bij meerderheid der twee derden de regels vast betreffende de verkiezing der niet-bestendige Leden van den Raad, en in het bijzonder die betreffende den duur van hun mandaat en de voorwaarden van herkiesbaarheid ».

eerste benoeming door de Vergadering zijn de Vertegenwoordigers van België, Brazilië, Spanje en Griekenland Leden van den Raad.

Met de goedkeuring van de meerderheid der Vergadering kan de Raad andere Leden van den Bond aanwijzen, wier vertegenwoordiging in den Raad voortaan bestendig zal zijn. Hij kan, met dezelfde goedkeuring, het aantal Leden van den Bond vermeerderen welke door de Vergadering zullen gekozen worden om in den Raad vertegenwoordigd te zijn.

De Raad vergadert wanneer de omstandigheden het vergen, en minstens éénmaal 's jaars, ter plaatse van den zetel van den Bond, of op eenige andere plaats die zou kunnen aangewezen worden.

ART. 6. — Het bestendig Secretariaat is gevestigd ter plaatse van den zetel van den Bond. Het bestaat uit eenen Algemeenen Secretaris en zooveel secretarissen en personeel als noodig zal zijn.

De eerste Algemeene Secretaris is in het aanhangsel aangewezen. In het vervolg zal de Algemeene Secretaris door den Raad benoemd worden, met de goedkeuring van de meerderheid der Vergadering.

De secretarissen en het personeel van het Secretariaat worden benoemd door den Algemeenen Secretaris met de goedkeuring van den Raad.

De Algemeene Secretaris van den Bond is van rechtswege Algemeene Secretaris van de Vergadering en van den Raad.

De kosten van het Secretariaat zullen gedragen worden door de Leden van den Bond in de verhouding welke voor het Bureau der Wereldpostvereniging vastgesteld is.

ART. 6. — De laatste paragraaf van artikel 6 zal door de navolgende paragraaf vervangen worden :

« De uitgaven van den Bond zullen gedragen worden door de Leden van den Bond in de verhouding welke door de Vergadering vastgesteld is. »

De volgende paragraaf zal bij artikel 6 gevoegd worden :

« De in aanhangsel 5 aangegeven verdeeling der uitgaven van den Bond zal toegepast worden van 1 Januari 1922 af tot dat eene nieuwe door de Vergadering aangenomen verdeeling in werking gesteld worde. »

De navolgende lijst zal in het aanhangsel bij het Pact ingelascht worden :

Verdeeling der uitgaven van den Bond :

Staten.	Te betalen eenheden.
Zuid-Afrika.	15

Albanië.	2
Argentinië.	35
Australië.	15
Oostenrijk.	2
België.	15
Bolivia.	5
Brazilië.	35
Britsche Rijk.	90
Bulgarije.	10
Canada.	35
Chili.	15
China.	65
Columbia.	10
Costa Rica.	2
Cuba.	10
Denemarken.	10
Spanje.	35
Esthland.	5
Finland.	5
Frankrijk.	90
Griekenland.	10
Guatemala.	2
Haïti.	5
Honduras.	2
Indië.	65
Italië.	65
Japan.	65
Letland.	5
Liberia.	2
Litauen.	5
Luxemburg.	2
Nicaragua.	2
Noorwegen.	10
Nieuw-Zeeland.	10
Panama.	2
Paraguay.	2
Nederland.	15
Peru.	10
Perzië.	10
Polen.	15
Portugal.	10
Roemenië.	35
Salvador.	2
Servisch-Kroatisch- Sloveensche Staat.	35

Art. 12. — Al de Leden van den Bond komen overeen dat, indien tusschen hen een geschil ontstaat, dat eene breuk zou kunnen voor gevolg hebben, zij het geval hetzij aan eene scheidsrechterlijke uitspraak, hetzij aan het onderzoek van den Raad zullen onderwerpen. Zij komen ook overeen, in geen geval tot den oorlog over te gaan vooraleer een tijdperk van drie maanden na de uitspraak van het scheidsgerecht of na het verslag van den Raad verlopen is.

In alle door dit artikel voorziene gevallen moet de uitspraak van de scheidsrechters binnen eene redelijke tijdruimte gedaan en het verslag van den Raad opgesteld worden binnen de zes maanden, te rekenen van den dag waarop hem het geschil werd voorgelegd.

Art. 13. — De Leden van den Bond komen overeen dat ingeval er tusschen hen een geschil ontstaat dat naar hunne meening vatbaar is voor eene scheidsrechterlijke oplossing, en indien dit geschil niet op voldoende wijze langs diplomatieken weg kan geregeld worden, zij de geheele vraag aan een scheidsgerecht zullen onderwerpen.

Onder die welke over het algemeen voor eene scheidsrechterlijke

Siam.	10
Zweden.	15
Zwitserland.	10
Tsjecho-Slowakije.	35
Uruguay.	10
Venezuela.	5

Art. 12 zal luiden als volgt :

« Al de Leden van den Bond komen overeen dat, indien tusschen hen een geschil ontstaat dat een breuk zou kunnen voor gevolg hebben, zij het geval hetzij aan eene scheidsrechterlijke uitspraak of aan eene gerechtelijke regeling, hetzij aan het onderzoek van den Raad zullen onderwerpen. Zij komen ook overeen, in geen geval tot den oorlog over te gaan vooraleer een tijdperk van drie maanden na de scheidsrechterlijke of gerechtelijke uitspraak of na het verslag van den Raad verlopen is.

« In alle door dit artikel voorziene gevallen moet de uitspraak binnen eene redelijke tijdruimte gedaan en het verslag van den Raad opgemaakt worden binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop hem het geschil werd voorgelegd. »

Art. 13 zal luiden als volgt :

« De Leden van den Bond komen overeen dat, ingeval er tusschen hen een geschil ontstaat dat naar hunne meening vatbaar is voor eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke oplossing, en indien dit geschil niet op voldoende wijze langs diplomatieken weg kan geregeld worden, zij de geheele vraag aan eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke regeling zullen onderwerpen.

« Onder die welke over het algemeen voor eene scheidsrechterlijke

oplossing vatbaar zijn worden begrepen geschillen nopens de uitlegging van een Verdrag, nopens eenig punt van internationaal recht, nopens de waarheid van eenig feit, hetwelk, indien het vastgesteld ware, het verbreken van eene internationale verbintenis zou uitmaken, of nopens den omvang of den aard der vergoeding, die voor zulk een breuk verschuldigd is.

Het Scheidsgerecht aan welks oordeel het geding onderworpen wordt is het Gerecht door de Partijen aangewezen, of in hunne vroegere overeenkomsten voorzien.

De Leden van den Bond verbinden er zich toe de uitspraken te goeder trouw na te komen, en niet tot den oorlog over te gaan tegen eenig Lid van den Bond, dat gezegde uitspraken nakomt. Bij gebrek aan nakoming van de uitspraak, stelt de Raad de maatregelen voor, die er de uitwerking van moeten verzekeren.

ART. 13. — Indien tusschen de Leden van den Bond een geschil mocht ontstaan dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen, en indien dit geschil niet aan het in artikel 13 voorziene scheidsgerecht onderworpen wordt, komen de Leden van den Bond overeen, hetzelve voor den Raad te brengen. Te dien einde is het voldoende, dat een hunner den Algemeenen Secretaris in kennis stelt van dit geschil en deze zal alle maatregelen nemen tot volledig onderzoek en volledige overweging hiervan.

De Partijen zullen hem zoohaast mogelijk de uiteenzetting van hunne aangelegenheid mededeelen met alle

of gerechtelijke oplossing vatbaar zijn, worden begrepen geschillen nopens de uitlegging van een verdrag, nopens eenig punt van internationaal recht, nopens de waarheid van eenig feit, hetwelk, indien het vastgesteld ware, het verbreken van eene internationale verbintenis zou uitmaken, of nopens den omvang of den aard der vergoeding die voor zulk eene breuk verschuldigd is.

« Het geding zal onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie of aan elk gerecht of hof, dat door de partijen aangewezen wordt of in hunne vroegere overeenkomsten voorzien was.

« De Leden van den Bond verbinden er zich toe de uitspraken te goeder trouw na te komen, en niet tot den oorlog over te gaan tegen eenig Lid van den Bond dat gezegde uitspraken nakomt. Bij gebrek aan nakoming van de uitspraak stelt de Raad de maatregelen voor, die er de uitwerking van moeten verzekeren.»

ART. 13. — Het eerste lid van artikel 13 zal luiden zooals volgt :

« Indien tusschen de Leden van den Bond een geschil mocht ontstaan dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen en indien dit geschil niet aan de in artikel 13 voorziene scheidsrechterlijke uitspraak of gerechtelijke regeling onderworpen wordt, komen de Leden van den Bond overeen gezegd geschil vóór den Raad te brengen. Te dien einde is het voldoende dat een hunner den Algemeenen Secretaris in kennis stelt van het geschil, en deze zal alle maatregelen nemen tot volledig onderzoek en volledige overweging hiervan. »

noodige feiten en rechtvaardigende bewijsstukken.

De Raad zal trachten de vereffening van het geschil te bewerkstelligen. Indien hij daarin slaagt, zal hij, in de maat die hij nuttig acht, een verslag afkondigen nopens de feiten, de uitlegging die zij bedragen en de voorwaarden dezer vereffening.

Indien het geschil niet kon vereffend worden, stelt de Raad voor afkondiging een verslag op, goedgekeurd bij eenparige stemmen of bij meerderheid van stemmen, om de omstandigheden bekend te maken, waaronder het geschil zich voerdeed, en de oplossingen die hij als de rechtvaardigste en de meest gepaste aanbeveelt.

Elk Lid van den Bond, in den Raad vertegenwoordigd, kan insgelijks een verslag over de feiten van het geschil met zijne eigene gevolgtrekkingen openbaarmaken.

Indien het verslag van den Raad bij eenparige stemmen aangenomen wordt, zonder dat de stem van de Vertegenwoordigers der belanghebbende Partij voor deze eenparigheid medegerekend wordt, verbinden zich de Leden van den Bond niet tot den oorlog tegen eene der Partijen over te gaan, die zich onderwerpt aan de besluiten van het verslag.

Ingeval het den Raad niet gelukt zijn verslag door al zijne leden buiten de Vertegenwoordigers van de bij het geschil betrokken Partijen te doen aannemen, behouden zich de Leden van den Bond het recht voor, te handelen zooals zij het tot de bescherming van recht en gerechtigheid noodig achten.

Indien een der Partijen beweert en

de Raad erkent, dat het geschil betrekking heeft op een punt, hetwelk het internationaal recht uitsluitend aan de bevoegdheid dezer Partij overlaat, zal de Raad dit in een verslag vaststellen, doch zonder eenige oplossing aan te bevelen.

De Raad kan, in al de gevallen in onderhavig artikel voorzien, het geschil vóór de Vergadering brengen. Het geschil moet zelfs vóór de Vergadering gebracht worden op verzoek van eene der Partijen; dit verzoek moet ingediend worden binnen de veertien dagen na het oogenblik, waarop het geschil vóór den Raad gebracht wordt.

In elke zaak, welke vóór de Vergadering gebracht wordt, zijn de beschikkingen van onderhavig artikel en van artikel 12 aangaande het optreden en de macht van den Raad insgelijks van toepassing op het optreden en de macht der Vergadering. Het is wel verstaan dat een verslag, opgesteld door de Vergadering, met de goedkeuring van de Vertegenwoordigers der Leden van den Bond bij den Raad vertegenwoordigd en van eene meerderheid der andere Leden van den Bond, met uitsluiting in elk geval, der Vertegenwoordigers van de belanghebbende Partijen, evenveel kracht heeft als een verslag van den Raad, aangenomen bij eenparige stemmen zijner leden buiten de Vertegenwoordigers der Partijen.

ART 16. — Indien een der Leden van den Bond tot den oorlog overgaat in tegenstrijd met de verbintenissen aangegaan in artikels 12, 13 of 15, wordt het zelve *ipso facto* aangezien als hebbende eene oorlogsdaad begaan tegenover al de overige Leden van den Bond. Deze verbinden er zich toe alle

ART. 16. — Het laatste gedeelte van het eerste lid van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« Deze verbinden er zich toe alle handels- of financiële betrekkingen met dit Lid onmiddellijk af te breken, alle betrekkingen tusschen de personen die op hun grondgebied ver-

handels- en financieele betrekkingen met dit Lid onmiddellijk af te breken, alle betrekkingen tusschen hunne onderhoorigen en degenen van den pactbrekenden Staat, te verbieden, en alle financieel-, handels- of persoonlijk verkeer te doen ophouden tusschen de onderdanen van dien Staat en degenen van elken anderen Staat, hij zij lid of niet van den Bond.

In dit geval is het de plicht van den Raad aan de verschillende belanghebbende Regeeringen eene aanbeveling te zenden omtrent de leger-, zeevaart- en luchtvaartstrijdkrachten waardoor de Leden van den Bond onderscheidenlijk zullen bijdragen tot de gewapende macht bestemd om de verbintenissen van den Bond te doen eerbiedigen.

Bovendien komen de Leden van den Bond overeen elkander eenen wederzijdschen steun te verleen en voor het toepassen der economische en financieele maatregelen welke krachtens dit artikel moeten genomen worden, ten einde de verliezen en bezwaren welke daaruit zullen voortspuiten tot een minimum te beperken. Zij zullen elkander ook wederzijds steunen om aan alle bijzondere maatregelen te weerstaan, welke door den verdragbrekenden Staat tegen hen genomen worden. Zij zullen de noodige schikkingen nemen om den doortocht over hun grondgebied te vergemakkelijken van de legers van elk Lid van den Bond dat deel neemt aan eene gemeenschappelijke handeling om de verbintenissen van den Bond te doen eerbiedigen.

Elk Lid, dat zich schuldig heeft gemaakt aan schending van een der verplichtingen die het gevolg zijn

blijven en deze die op het grondgebied van den pactbrekenden Staat verblijven, te verbieden, en alle financieel-, handels- of persoonlijk verkeer te doen ophouden tusschen de personen die op het grondgebied van dien Staat verblijven en deze die op het grondgebied van elken anderen Staat, hij zij Lid of niet van den Bond, verblijven. »

De tweede alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« De Raad dient advies uit te brengen omtrent de vraag of het Pact al of niet verbroken werd. Er zal in den loop der beraadslagingen van den Raad over deze quæstie geene rekening gehouden worden met de stem van de Leden, die beschuldigd worden tot den oorlog hunne toevlucht genomen te hebben en van de Leden, tegen wie deze oorlog ondernomen is. »

De derde alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« De Raad moet aan al de Leden van den Bond kennis geven van den datum waarop de in dit artikel bedoelde economische dwangmaatregelen volgens zijne meening dienen toegepast te worden. »

De vierde alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« Mocht echter de Raad van oordeel zijn dat, voor zekere Leden, verdaging voor een bepaald tijdperk van eenen dezer maatregelen zou toelaten het doel beoogd door de in de voorgaande paragraaf vermelde maatregelen beter te bereiken, of, dat gezegde verdaging noodig zou zijn om de verliezen en de nadeelen die zij hun zouden kunnen veroorzaken op een minimum te brengen, dan zou hij tot deze verdaging mogen besluiten. »

van het Pact, kan buiten den Bond gesloten worden. Deze uitsluiting wordt uitgesproken door de stemming van alle andere Leden van den Bond in den Raad vertegenwoordigd.

ART. 26. — De wijzigingen aan dit Pact zullen in werking treden zoodra zij bekrachtigd zijn door de Leden van den Bond wier Vertegenwoordigers den Raad vormen en door de meerderheid dergenen waarvan de Vertegenwoordigers de Vergadering uitmaken.

Het staat ieder Lid van den Bond vrij, de wijzigingen aan de Overeenkomst niet aan te nemen; in dit geval houdt zulk Lid op, deel te maken van den Bond.

ART. 26. — De eerste alinea van artikel 26 zal door den volgende tekst worden vervangen :

« De wijzigingen aan dit Pact waarvan de tekst door de Vergadering goedgekeurd werd bij meerderheid van drie vierden, waaronder de stemmen van al de op de bijeenkomst vertegenwoordigde Leden van den Raad moeten begrepen zijn, zullen in werking treden zoodra zij bekrachtigd zijn door de Leden van den Bond, wier vertegenwoordigers bij de stemming den Raad vormden, en door de meerderheid dergenen waarvan de vertegenwoordigers de Vergadering uitmaken. »

Na het eerste lid van artikel 26 zal er een lid worden bijgevoegd dat zal luiden zooals volgt :

« Indien het vereischte getal bekrachtigingen binnen de twee en twintig maanden die op de stemming der Vergadering volgen, niet bereikt is, blijft het besluit tot wijziging zonder uitwerking. »

Het tweede lid van artikel 26 zal door de twee volgende leden vervangen worden :

« De Algemeene Secretaris geeft aan de Leden kennis van het in werking treden eener wijziging.

« Het staat ieder Lid van den Bond, dat op dit oogenblik de wijziging niet bekrachtigd heeft, vrij binnen het jaar aan den Algemeenen Secretaris te laten weten dat het weigert ze aan te nemen. In dit geval houdt zulk Lid op deel uit te maken van den Bond. »

Artikel 26, dat betrekking heeft op de wijzigingen in het Pact, heeft een bijna volledige omwerking ondergaan.

Het eerste lid werd omgewerkt met het doel een nauwkeurige regel op te nemen wat betreft de voorwaarden van aanneming der wijzigingen, welke voorwaarden door het vroegere artikel 26 niet geregeld waren. De vraag deed zich voor of voor de aanneming eener nieuwe beschikking de eenparigheid der op de Vergadering vertegenwoordigde Leden vereischt was.

Tot slaving dezer zienswijze hebben zekere afgevaardigden doen gelden dat artikel 5 van het Pact, waarbij de eenparigheid als regel wordt vastgesteld, van toepassing is op alle gevallen waarin er niet uitdrukkelijk van afgeweken werd. Deze uitlegging werd echter van de hand gewezen, nadat men onder andere bewijzen had doen gelden, dat aangezien de eenparigheid niet vereischt werd voor de bekrachtiging der wijzigingen door de verschillende Staten, men deze ook niet moest eischen voor de aanneming. Overigens, indien men de eenparigheid als regel had aangenomen, zou het praktisch onmogelijk zijn geworden wijzigingen in het Pact aan te nemen. Aangezien zekere leden niettemin van meening waren dat de gewone meerderheid van stemmen niet voldoende was, heeft men besloten dat drie vierden der stemmen vereischt zouden worden voor de aanneming der wijzigingen, met dien verstande dat in deze meerderheid van drie vierden de stemmen van al de leden van den Raad van den Volkenbond op de Vergadering vertegenwoordigd, begrepen moeten zijn.

Het tweede lid van artikel 26 is gansch nieuw. Het stelt een termijn van 22 maanden vast voor de neerlegging van het vereischte aantal bekrachtigingen. Deze beschikking heeft voor doel te vermijden dat de herziening der artikels van het Pact zonder uitwerking zou blijven, indien een door de Vergadering aangenomen voorstel tot wijziging dezer artikels voor onbepaalden tijd aan de bekrachtiging der Staten onderworpen kon blijven. Deze termijn werd op 22 maanden gebracht om de tweede vergadering, welke volgt op die waarin eene wijziging aangenomen werd, eventueel in staat te stellen de bespreking van deze wijziging, die niet het noodige aantal bekrachtigingen zou bereikt hebben, te hernemen.

De derde wijziging vervangt het tweede lid van het tegenwoordig artikel 26. Het bevestigt het recht der Leden zich uit den Volkenbond terug te trekken in den loop van het jaar dat volgt op de hun toegekomen kennisgeving van het in werking treden eener wijziging, die zij weigeren aan te nemen.

Deze bepaling, waarvan het beginsel reeds was opgenomen in het vroegere artikel 26, is een waarborg voor de souvereiniteit der Staten die niet gedwongen kunnen worden zich te onderwerpen aan nieuwe verplichtingen, die niet door hunne grondwettelijke overheden bekrachtigd werden. De uitoefening van dit exceptioneel recht, dat aan geen enkele beperking onderworpen is, vermengt zich niet met het recht dat elk lid, krachtens artikel 1 van het Pact, bezit om zich na een opzeggingstermijn van twee jaar en na vervulling zijner internationale verplichtingen uit den Bond terug te trekken.

De tweede Vergadering van den Volkenbond heeft eveneens eene toevoeging aangenomen aan artikel 4 van het Pact, dat de samenstelling van den Raad van den Volkenbond aangeeft. Luidens deze wijziging stelt de Vergadering bij meerderheid van twee derden der stemmen de regels vast betreffende de verkiezing der niet-bestendige Leden van den Raad en in het bijzonder die betreffende den duur van hun mandaat en de voorwaarden van herkiesbaarheid.

Deze beschikking heeft voor doel een einde te stellen aan de onzekerheid en aan de geschillen betreffende het mandaat der niet-bestendige Leden van den Raad. Zooals men ziet, wijkt zij af van den regel der eenparigheid opgenomen in artikel 5 van het Pact, die een hinderpaal had kunnen zijn voor het aannemen van gelijk welke regeling. Zooals bekend is, heeft de tweede Vergadering de mandaten verleend aan België, Brazilië, China en Spanje voor één jaar vernieuwd. Terzelfdertijd heeft zij het volgende besluit aangenomen.

De Vergadering neemt de besluiten van het verslag der eerste Commissie aan :

a) Dat de niet-bestendige Leden van den Raad in het vervolg gekozen zouden worden volgens een stelsel van geregelde afwisseling voor een bepaald tijdperk en dat de Vergadering dit jaar het mandaat der thans in functie zijnde Leden voor het jaar 1922 zou vernieuwen ;

b) Dat bij gebrek van elke beslissing ten opzichte van het aantal niet-bestendige Leden van den Raad er geen bepaalde tekst moet worden vastgesteld, daar het van zelf spreekt dat bij de verkiezingen van het volgend jaar, zoowel voor de vaststelling van den geheelen duur der functies van elk lid als voor de voorwaarden van herkiesbaarheid, er rekening zal worden gehouden met den tijd die reeds in functie doorgebracht werd krachtens vorige verkiezingen.

*
**

Artikel 6 van het Pact heeft kleine wijzigingen ondergaan in zijne laatste paragraaf, die de uitgaven van het Secretariaat van den Volkenbond doet dragen door de Leden in de verhouding welke reeds voor het Internationaal Bureau der Wereldpostvereeniging vastgesteld is.

Drie wijzigingen werden aangenomen. De eerste verleent aan de Vergadering het recht de verhouding vast te stellen waarin de uitgaven onder de Leden verdeeld zullen worden. De twee andere geven eene voorloopige wijze van verdeling aan, tot dat eene nieuwe door de Vergadering aangenomen verdeling in werking gesteld worde. Deze wijze wordt vastgesteld overeenkomstig eene in het aanhangsel bij het Pact opgenomen tabel.

Deze wijzigingen werden aangenomen als gevolg op de scherpe critieken door verschillende Staten — en inzonderheid door België — uitgebracht omtrent de vroeger aangenomen wijze van verdeling.

Daar het deel van België, volgens het barema der Wereldpostvereeniging berekend werd tegen 15 eenheden op een totaal van 516 eenheden, bedroeg dit in 1921, 625,000 franken goud. Volgens het nieuwe voorloopige barema is België voor 15 eenheden op een totaal van 942 eenheden getaxeerd, en zou dus het door de Belgische Regeering bij te dragen deel in de uitgaven van de begrooting van den Volkenbond voor 1922 tot op 552,588 frank goud verminderd worden.

Dit nieuwe barema sluit echter een wijziging in het Pact in zich en zal dus slechts in werking kunnen treden wanneer deze wijziging bekrachtigd is door al de in den Raad vertegenwoordigde Leden en door de meerderheid der Leden van den Bond vertegenwoordigd op de Vergadering. Zijne aanneming is dus onzeker. Indien deze nieuwe verdeeling wordt aangenomen, zal zij met terugwerkende kracht tot op 1^{en} Januari 1922 in werking treden.

*
* *

De wijzigingen in artikels 12, 13 en 15 van het Pact zijn van zuiver technischen aard. Deze verschillende artikels voorzien dat, ingeval een geschil zich voordoet tusschen leden van den Bond, deze hunne toevlucht kunnen nemen hetzij tot een scheidsgerecht hetzij tot de bemiddeling van den Raad van den Volkenbond.

Het kwam er op aan den tekst dezer artikels in overeenstemming te brengen met de instelling van het Bestendig Hof van Internationale Justitie. Naar de algemeene meening der rechtsgeleerden behoort de toevlucht tot deze hooge rechtsmacht niet tot de scheidsrechterlijke rechtspleging, die beslissingen toelaat gegrond op de eenvoudige billijkheid eerder dan op de rechtsbeginselen. Zij is inderdaad eene werkelijke « gerechtelijke regeling » onderworpen aan de regels van het stellig recht. Van daar de toevoeging dezer beide woorden in artikels 12, 13 en 15.

*
* *

Vier wijzigingen werden aangenomen in artikel 16, dat betrekking heeft op de economische blokkade. De eerste regelt er de uitgestrektheid en de uitwerkingen van, volgens een territoriaal grondbeginsel uitgedrukt als volgt in de besluiten aangenomen door de tweede Vergadering van den Volkenbond aangaande het economisch wapen (13^e besluit).

« Voor de afbreking der betrekkingen tusschen personen behoorend tot den » schuldigen Staat en personen behoorend tot de andere Leden van den Bond » zal de verblijfplaats en niet de nationaliteit als maatstaf gelden ».

In toepassing van dit beginsel heeft men artikel 16 gewijzigd en een territoriaal karakter gegeven aan het verbod van betrekkingen van economischen en persoonlijken aard, door de afbreking te verordenen van alle betrekkingen tusschen personen *verblijvend* op het grondgebied van den Staat waartegen de blokkade uitgevaardigd is en personen *verblijvend* op het grondgebied der andere Staten.

De tweede wijziging draagt aan den Raad van den Volkenbond de zorg op, uitspraak te doen over de vraag of er al of niet verbreking van het Pact bestaat, die economische dwangmaatregelen voor gevolg moet hebben. Men wil daardoor verschillen van opvatting voorkomen die zich wel zouden kunnen voordoen aangaande de feiten die de verbreking uitmaken. Wel is waar is het advies van den Raad, ten minste in theorie, voor de leden van den Bond niet bindend; krachtens het beginsel van de souvereiniteit der Staten, behouden deze de vrijheid uit te maken of er al dan niet verbreking van het Pact bestaat. Maar in feite zouden zij moeilijk het gezag van dit advies kunnen ontkennen, daar de Raad

heeft zorg te dragen voor de eenheid in de maatregelen te nemen tegen den Staat die het Pact verbroken heeft en de noodige strafmaatregelen moet voorstellen.

Door de derde wijziging wordt de Raad er mede belast, den datum te bepalen waarop volgens zijne meening de blokkademaatregelen dienen toegepast te worden. Het is immers nuttig er toe te komen dat deze maatregelen tegelijkertijd toegepast worden om hun de grootst mogelijke uitwerking te doen hebben, maar niets verhindert de Staten ze reeds vroeger toe te passen, indien zij het gewenscht achten. De laatste wijziging geeft aan den Raad het recht aan zekere Leden van den Volkenbond toe te laten de uitvoering van den eenen of anderen maatregel in verband staande met de blokkade uit te stellen, hetzij ten einde de gemeenschappelijke werking beter te verzekeren, hetzij om de risico's, waaraan deze leden meer in het bijzonder wegens hunne geographische of strategische ligging blootgesteld zijn, tot een minimum te herleiden.

*
* *

De verschillende wijzigingen in het Pact, aangenomen door de tweede Vergadering van den Volkenbond, zijn allen van zeer practischen aard, hetgeen ten voordeele hunner aanneming spreekt.

Die welke betrekking hebben op artikel 26, bepalen de te volgen proceduur in zake aanneming en bekrachtiging der wijzigingen en geven bepaalde regelen aan, die in geenerlei wijze afbreuk doen aan het beginsel van de souvereiniteit der Staten.

De wijziging in artikel 4 zal de Vergadering van den Volkenbond in staat stellen de regels, die het mandaat der niet-bestendige Leden van den Raad regeeren, te bepalen en zal een eind stellen aan de misverstanden en de onzekerheid ontstaan uit het zwijgen van het Pact te dien opzichte.

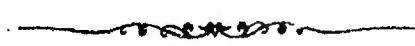
De wijzigingen in artikel 6 zullen zich van zelf aan de goedkeuring van het Parlement aanbevelen, aangezien zij eene meer billijke verdeeling der uitgaven van den Volkenbond instellen, en, indien zij worden aangenomen, zullen zij feitelijk voor gevolg hebben dat de jaarlijksche bijdrage van België met bijna 300,000 frank-goud zal verminderd worden.

Eindelijk geven de wijzigingen in artikel 16 nauwkeurig de regels aan voor de toepassing der economische dwangmaatregelen.

De Regeering des Konings twijfelt er niet aan dat de Kamers deze verschillende wijzigingen zullen bekrachtigen, die samen voor gevolg zullen hebben aan het Pact van den Volkenbond te gelijker tijd meer plooibaarheid en grootere nauwkeurigheid te geven.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.



Wijzigingen in artikels 4, 6, 12, 13, 15, 16 en 26 van het Pact van den Volkenbond, aangenomen door de tweede Vergadering van den Bond.

ART. 4.

Het volgende lid zal tusschen het tweede en het derde lid van artikel 4 ingelascht worden :

« De Vergadering stelt bij meerderheid der twee derden de regels vast betreffende de verkiezing der niet-bestendige Leden van den Raad, en in het bijzonder die betreffende den duur van hun mandaat en de voorwaarden van herkiesbaarheid. »

ART. 6.

De laatste paragraaf van artikel 6 zal door de navolgende paragraaf vervangen worden :

« De uitgaven van den Bond zullen gedragen worden door de Leden van den Bond in de verhouding welke door de Vergadering vastgesteld is. »

De volgende paragraaf zal bij artikel 6 gevoegd worden :

« De in aanhangsel 3 aangegeven verdeeling der uitgaven van den Bond zal toegepast worden van 1 Januari 1922 af tot dat eene nieuwe door de Vergadering aangenomen verdeeling in werking gesteld worde. »

De navolgende lijst zal in het aanhangsel van het Pact ingelascht worden :

III. — Verdeeling der uitgaven van den Bond.

Staten.	Te betalen eenheden.	Staten.	Te betalen eenheden.
Zuid-Afrika.	15	Denemarken.	10
Albanë.	2	Spanje.	35
Argentinië.	35	Esthland.	5
Australië.	15	Finland.	5
Oostenrijk.	2	Frankrijk.	90
België.	15	Griekenland.	10
Bolivia.	5	Guatemala.	2
Brazilië.	35	Haïti.	5
Britsche Rijk.	90	Honduras.	2
Bulgarije.	10	Indië.	65
Canada.	35	Italië.	65
Chili.	15	Japan.	65
China.	65	Letland.	5
Columbia.	10	Liberia.	2
Costa Rica.	2	Litauen.	5
Cuba.	10	Luxemburg.	2

Nicaragua.	2	Roemenië.	35
Noorwegen.	10	Salvador.	2
Nieuw-Zeeland.	10	Servisch-Kroatisch-	
Panama.	2	Sloveensche Staat.	35
Paraguay.	2	Siam.	10
Nederland.	15	Zweden.	15
Peru.	10	Zwitserland.	10
Perzië.	10.	Tsjecho-Slowakije.	55
Polen.	15	Uruguay.	10
Portugal.	10	Venezuela.	5

ART. 12.

Artikel 12 zal luiden als volgt :

« Al de Leden van den Bond komen overeen dat, indien tusschen hen een geschil ontstaat dat een breuk zou kunnen voor gevolg hebben, zij het geval hetzij aan eene scheidsrechterlijke uitspraak of aan eene gerechtelijke regeling, hetzij aan het onderzoek van den Raad zullen onderwerpen. Zij komen ook overeen in geen geval tot den oorlog over te gaan vooraleer een tijdperk van drie maanden na de scheidsrechterlijke of gerechtelijke uitspraak of na het verslag van den Raad verlopen is.

» In alle door dit artikel voorziene gevallen moet de uitspraak binnen eene redelijke tijdruimte gedaan en het verslag van den Raad opgemaakt worden binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop hem het geschil werd voorgelegd. »

ART. 13.

Artikel 13 zal luiden als volgt :

« De Leden van den Bond komen overeen dat, ingeval er tusschen hen een geschil ontstaat dat naar hunne meening vatbaar is voor eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke oplossing, en indien dit geschil niet op voldoende wijze langs diplomatieken weg kan geregeld worden, zij de geheele vraag aan eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke regeling zullen onderwerpen.

» Onder die welke over het algemeen voor eene scheidsrechterlijke of gerechtelijke oplossing vatbaar zijn worden begrepen geschillen nopens de nitlegging van een verdrag, nopens eenig punt van internationaal recht, nopens de waarheid van eenig feit hetwelk, indien het vastgesteld ware, het verbreken van eene internationale verbintenis zou uitmaken, of nopens den omvang of den aard der vergoeding die voor zulk eene breuk verschuldigd is. »

« Het geding zal onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie of aan elk gerecht of hof dat door de partijen aangewezen wordt of in hunne vroegere overeenkomsten voorzien was.

» De Leden van den Bond verbinden er zich toe de uitspraken te goeder trouw na te komen, en niet tot den oorlog over te gaan tegen eenig Lid van den Bond dat gezegde uitspraken nakomt. Bij gebrek aan nakoming van de uitspraak, stelt de Raad de maatregelen voor, die er de uitwerking van moeten verzekeren ».

ART. 15.

De eerste alinea van artikel 15 zal luiden zooals volgt :

« Indien tusschen de Leden van den Bond een geschil mocht ontstaan dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen en indien dit geschil niet aan de in artikel 13 voorziene scheidsrechterlijke uitspraak of gerechtelijke regeling onderworpen wordt, komen de Leden van den Bond overeen gezegd geschil vóór den Raad te brengen. Te dien einde is het voldoende dat een hunner den Algemeenen secretaris in kennis stelt van dit geschil, en deze zal alle maatregelen nemen tot volledig onderzoek en volledige overweging hiervan ».

ART. 16.

Het laatste gedeelte van het eerste lid van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« Deze verbinden er zich toe alle handels- of financieele betrekkingen met dit Lid onmiddellijk af te breken, alle betrekkingen tusschen de personen die op hun grondgebied verblijven en deze die op het grondgebied van den pactbrekenden Staat verblijven te verbieden, en alle financieel, handels- of persoonlijk verkeer te doen ophouden tusschen de personen die op het grondgebied van dien Staat verblijven en deze die op het grondgebied van elken anderen Staat, hij zij Lid of niet van den Bond, verblijven ».

De tweede alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« De Raad dient advies uit te brengen omtrent de vraag of het Pact al of niet verbroken werd. Er zal in den loop der beraadslagingen van den Raad over deze quaestie geene rekening gehouden worden met de stem van de Leden die beschuldigd worden tot den oorlog hunne toevlucht genomen te hebben en van de Leden tegen wie deze oorlog ondernomen is ».

De derde alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« De Raad moet aan al de Leden van den Bond kennis geven van den datum waarop de in dit artikel bedoelde economische dwangmaatregelen volgens zijne meening dienen toegepast te worden ».

De vierde alinea van artikel 16 zal luiden zooals volgt :

« Mocht echter de Raad van oordeel zijn dat, voor zekere Leden, verdaging voor een bepaald tijdperk van eenen dezer maatregelen zou toelaten het doel beoogd door de in de voorgaande paragraaf vermelde maatregelen beter te bereiken, of, dat gezegde verdaging noodig zou zijn om de verliezen en de nadeelen die zij hun zouden kunnen veroorzaken op een minimum te brengen, dan zou hij tot deze verdaging mogen besluiten ».

ART. 26.

De eerste alinea van artikel 26 zal door den volgende tekst worden vervangen.

« De wijzigingen in dit Pact waarvan de tekst door de Vergadering goedgekeurd werd bij meerderheid van drie vierden, waaronder de stemmen van al de op de bijeenkomst vertegenwoordigde Leden van den Raad moeten begrepen zijn, zullen in werking treden zoodra zij bekrachtigd zijn door de Leden van

den Bond wier vertegenwoordigers bij de stemming den Raad vormden, en door de meerderheid dergenen waarvan de vertegenwoordigers de Vergadering uitmaken. »

Na het eerste lid van artikel 26 zal er een lid worden bijgevoegd dat zal luiden als volgt :

« Indien het vereischte getal bekrachtigingen binnen de twee en twintig maanden die op de stemming der Vergadering volgen, niet bereikt is, blijft het besluit tot wijziging zonder uitwerking. »

Het tweede lid van artikel 26 zal door de twee volgende leden vervangen worden :

« De Algemeene Secretaris geeft aan de Leden kennis van het in werking treden eener wijziging. »

» Het staat ieder Lid van den Bond dat op dit oogenblik de wijziging niet bekrachtigd heeft, vrij binnen het jaar aan den Algemeenen Secretaris te laten weten dat het weigert ze aan te nemen. In dit geval houdt zulk Lid op deel uit te maken van den Bond. »
